

GUERRE A LA GUERRE D'EXPLOITATION CONTRE L'HOMME ET LA NATURE

Marco Camenisch



Introduction

Depuis quelques années le combat écologiste revient sur le devant de la scène et toute une nouvelle génération est entrain de porter ce mouvement. Grève pour le climat, Fridays for future, Extinction Rebellion, Make Rojava Green Again ou encore la multiplication des ZAD, partout des initiatives fleurissent et des résistances se créent.

En Suisse, nous avons vu le succès des grèves étudiantes pour le climat dans tout le pays. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue et participent à un nouveau réveil sur la question écologiste. Depuis quelques mois une ZAD, la première du pays, a fait son apparition sur la colline du Mormont. Une colline tant reconnue pour son importance pour la biodiversité que pour son intérêt archéologique (l'un des plus grands lieux de culte celte d'Europe). Ce lieu est menacé par la plus grande entreprise de production de matériaux de construction du monde, LafargeHolcim. Elle y développe une carrière qui petit à petit détruit la colline. La ZAD est aujourd'hui sur le point d'être attaquée et les recours légaux tentés par certaines associations n'aboutissent pas. Malgré tout, un soutien s'organise et plus de 1500 personnes ont pris la rue à Lausanne pour défendre la ZAD.

Pour nous il est clair que nous arrivons à un moment clef pour ces luttes. Certaines limites se profilent et des questions stratégiques se posent. La lutte écologiste ne peut pas être vue séparément de la lutte contre le capitalisme. C'est bien la globalisation et la recherche éternelle de profit qui aujourd'hui sont les plus grands ennemis de la nature.

Afin de pouvoir réfléchir à la suite de ces luttes, il nous semble impératif de faire le lien avec certaines expériences passées. Entre les années 1970 et 1980, des mouvements contre l'expansion de l'énergie nucléaire ont vu le jour un peu partout en Europe. Alors que des mouvements de masses s'opposaient au développement du nucléaire des actions plus radicales étaient aussi menées. Ces actions avaient pour but de contrer l'institutionnalisation et la perte de radicalité du mouvement.

En Suisse, Marco Camenisch est un exemple de cette lutte sans compromis. Aujourd'hui plus que jamais il nous semble important de se replonger dans ses textes et de faire connaître son combat qui est peut-être inconnu de la nouvelle génération. Pour cela, nous avons choisi son texte «Guerre à la guerre d'exploitation contre l'homme et la nature » qui aborde clairement la nécessité d'une résistance globale et totale.

Secours Rouge Genève
Mars 2021

GUERRE A LA GUERRE D'EXPLOITATION CONTRE L'HOMME ET LA NATURE

Chaque rapport de domestication (c'est-à-dire civilisateur et d'exploitation) de l'homme sur la nature et de l'homme sur l'homme ne peut s'exercer que par la violence organisée, autrement dit avec la guerre, car il n'existe pas de soumission volontaire à la civilisation et à l'exploitation. Il s'agit d'intérêts contradictoires et inconciliables entre le haut et le bas, sans équilibre naturel et social possible. Par conséquent on se retrouve dans une situation de conflit permanent et total, autrement dit de guerre permanente et totale de l'homme contre chaque vie non-humaine (la nature) et de guerre sociale permanente et totale entre les êtres humains. De fait, seuls changent l'intensité et le choix des moyens mis en œuvre pour l'imposition, la conservation et l'expansion de l'unité pouvoir/domination/exploitation.

Dans ce cadre, l'invention et l'institutionnalisation la plus importante de la domination est le concept de monopole de la violence morale et physique. C'est l'invention de l'État et la constitution de la polis (cité, politique, massification) en constante expansion.

La vie ou la mort de ce monopole de la violence dépend de sa prétendue légitimation idéologique et morale et de sa prétendue inviolabilité physique [sans lesquelles les exploités] deviendraient des adversaires tellement supérieurs qu'ils balayeraient tout de suite la petite minorité des exploités au pouvoir. [...]

Par conséquent, l'État/l'exploitation doit rétablir l'apparence de sa propre nécessité (avec la fable de l'intérêt général, etc.), de la légitimité et de l'inviolabilité de son monopole de la violence morale et militaire. Il est contraint de nier, dénigrer et supprimer chaque expression de divergence, de résistance et chaque attaque contre l'unité pouvoir/domination/exploitation. [...]

La colonisation, la domestication et l'exploitation de la nature et de la vie, des territoires, des individus et des sociétés sont, par essence, des actes de guerre si nous définissons la guerre selon les termes de Clausewitz : « la guerre est un acte de violence pour imposer à l'adversaire d'accepter notre volonté ». Totale est la guerre qui mobilise toutes les ressources pour la guerre et qui ne se dirige pas seulement contre les forces armées de l'adversaire, mais aussi contre toutes les ressources naturelles et humaines, pour aboutir à l'objectif politique d'anéantissement complet et définitif de ces ressources. Cette réalité monstrueuse est et a toujours été présente dans l'exploitation intérieure (les guerres paysannes, guerres de classe et guerres civiles), dans le colonialisme et dans l'impérialisme, dans le cadre desquels l'abattage des peuples et de pans entiers d'organisations populaires, accompagné par la désertification de territoires entiers (génocide, ethnocide et écocide) a toujours été monnaie courante. Tout cela s'est horriblement développé quantitativement et qualitativement avec la naissance de l'État national, le nationalisme et le chauvinisme, et les progrès de la technique dans le carnage réciproque des peuples dans le premier et le second carnage mondial.

Le renversement de la célèbre équation de Clausewitz « la guerre n'est que la continuation de la politique avec d'autres moyens » – la politique n'est que la continuation de la guerre avec d'autres moyens – trouve son juste achèvement dans la guerre sociale de l'exploitation. Elle trouve sa continuation et sa perfection – avec le but d'optimiser et de rendre durable l'exploitation – en disciplinant, organisant, contrôlant et exploitant la société civile, l'ordre politique, social et économique dans leur totalité, selon des modèles et des principes militaires et sous menace militaire constante : usine, école, prison, psychiatrie et hôpitaux, registre civil, hiérarchie, programmation, masse disciplinée utile et obéissante, police, justice, armée garante de la « sécurité intérieure », etc.[...]

La guerre révolutionnaire de libération sociale est également permanente et totale, au moins dans la mesure où elle exige le total anéantissement militaire, politique, social, etc., de l'adversaire avec l'emploi de toutes ses propres ressources. [...]

Sauf en cas de choc direct des forces armées, cela ne signifie pas l'anéantissement physique des individus, mais nécessairement l'anéantissement total des fonctions, des moyens, des structures, des idéologies, etc., utiles à la formation et à la conservation du pouvoir, de la domination et de l'exploitation. Il est illusoire de croire que cet anéantissement doit se résumer à résoudre uniquement l'exploitation de l'homme sur l'homme. En effet, sans remise en question radicale et complète de l'exploitation de la nature par l'homme, c'est-à-dire par la civilisation en général, la lutte contre l'exploitation de l'homme et contre sa propre destruction – indissociable de la destruction de la planète – est destinée à avorter. [...]

La nécessité de cette guerre sociale révolutionnaire implique l'engagement de beaucoup de moyens et de méthodes propres à l'adversaire, mais ils doivent correspondre aux fins de la guerre et aux objectifs de liberté, d'égalité, de justice sociale, économique, etc. Cela doit exclure totalement certains moyens de l'adversaire comme la torture, l'enfermement, le massacre de masse, les opérations militaires contre la population civile et leurs ressources, la politique de la « terre brûlée », les armes de destruction massive, la propagande par le mensonge, la manipulation et le chantage matériel et psychologique, etc. D'autres moyens sont en contradiction avec les objectifs de la guerre de libération, mais malgré tout nécessaires pour atteindre l'anéantissement de l'adversaire : l'usage de la technologie, le contrôle de populations dans les phases de la guerre civile, la militarisation, tuer dans les chocs armés, etc. Ces contradictions peuvent être résolues peu à peu et doivent se réduire au strict nécessaire pour aboutir à la dissolution militaire, politique et sociale de l'adversaire. Et surtout, ces moyens doivent de toute leur force viser à l'abolition de leur propre nécessité. C'est l'un des grands enseignements de nos sœurs et frères de l'EZLN du Chiapas. Sans parler de tous les autres enseignements [...] de tous les peuples indigènes, nos frères et nos sœurs qui survivent et luttent encore contre les horreurs de la civilisation. [...]

Le champ du symbolisme est tellement décisif pour le pouvoir et tellement instable qu'il l'occupe entièrement, avec des moyens et des forces proportionnelles à son importance et à son instabilité. Il est parmi les armes les plus dangereuses, nécessaires et efficaces de l'exploitation. [...] Dans la scolarité obligatoire et la néfaste création, il y a environ 150 ans, de l'État national [...] on trouve deux excellents exemples de ces systèmes de manipulation, d'aliénation symbolique et de contrôle symbolique de la réalité.

Ce cancer, avec ses métastases, a corrompu en profondeur les esprits. Mais en même temps, les couches superficielles de mensonge, de confusion, de peur, d'obscurantisme, de chantage, de falsification (par exemple les concepts de liberté ou de développement durable) avec lesquelles il couvre les consciences en les aliénant entre elles et au monde réel, sont de par leur nature pleines de fissures, instables et minces sous l'usure permanente de forces opposées : la force de l'intérieur, l'intelligence et l'expérience individuelle et commune, naturelle, issue des émotions et du bon sens ; la force extérieure de l'évidence et de la réalité.

Tout a commencé avec l'abstraction et la séparation du monde extérieur et d'avec soi-même, mais aussi avec l'utilisation de la parole et des images comme moyens permettant l'objectivation, la communication aliénée et le contrôle. Notre société et culture du spectacle est l'apothéose de l'égarement humain dans l'aliénation du symbole. [...]

Pour la lutte de libération sociale, l'omniprésent champ symbolique représente un immense défi plein de perfidies, de parcours obligés et de séductions évitables. La plus grande séduction est de confondre la dépendance avec une supposée utilité [...]. Mais, comme pour la technologie en général et la plupart des « conquêtes » de la civilisation et de la modernité, il s'agit de succédanés toxiques pour les droits, les moyens, les aptitudes, les facultés, les souverainetés et les conditions naturelles des individus et des communautés. [...]

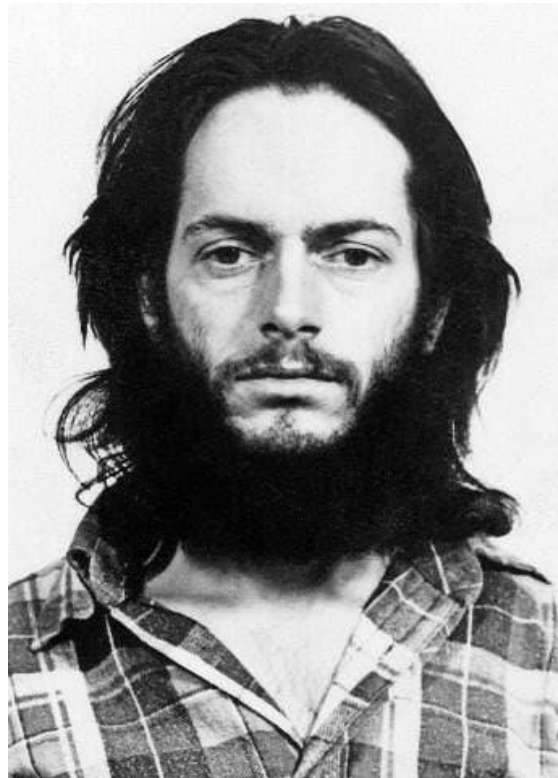
Après nous avoir expropriés de ce champ symbolique, ils ont pu nous le revendre [sous sa forme artificielle] afin de nous rendre totalement dépendants de la survie des « conquêtes » de la civilisation et de la modernité : la monnaie, l'État, l'électricité, etc. La réponse [à cette expropriation] : une utilisation [de ces « conquêtes »] réduite au strict nécessaire, avec comme objectif ultime l'abolition de la dépendance, le rétablissement des conditions, des aptitudes, des facultés et des moyens naturels personnels et communautaires [...], l'extension de la souveraineté à notre vie et à notre territoire en en bannissant les succédanés et enfin la lutte, uniquement pour anéantir la nécessité et l'existence du pouvoir, de la domination et de l'exploitation. [...]

Prison de Regensdorf, septembre 2006

Ce texte de Marco ainsi que d'autres ont été publiés dans « Résignation est complicité » aux éditions Entremonde (www.entremonde.net).

Biographie politique de Marco

Marco Camenisch naît le 21 janvier 1952 en Suisse, à Schiers, un village dans les Alpes Rhétiques du canton Grison. Il commence par son travail politique en soutenant les prisonniers en lutte et en 1978, il participe à la résistance antinucléaire. Au début du 1980, Marco est arrêté pour deux dynamitages: celui d'un pylône de la ligne à haute tension de la société électrique NOK (une des grandes sociétés qui exploitaient les centrales nucléaires disséminées sur tout le territoire Suisse) et celui du transformateur et pylône de la centrale de transformation électrique Sarelli.



La condamnation relativement lourde à dix ans était d'une part sûrement due à l'importance de l'enjeu: l'écocide mise en œuvre par l'industrie énergétique comme part de la destructivité du système, qui était aussi un des objectifs de sa lutte. Le „tarif habituel“ à ce moment-là en Suisse aurait été de 4-6 ans et même la presse réactionnaire s'étonnait de la peine draconienne, qui à cette époque ne se donnait que pour homicide. Mais cette rigueur est due surtout à l'uniformisation répressive au contexte européen et international en général avec ses forts mouvements de guérilla révolutionnaire (Italie, Allemagne, etc.) et les conséquents tours de vis de la répression.

La politique énergétique nucléaire en Suisse adoptait la forme du « projet Manhattan » aux USA. Peu après Nagasaki et Hiroshima, les autorités suisses lançaient la propagande pour le dual use (militaire et civile) du nucléaire et on annonçait une «ère de l'or, une ère glorieuse du progrès et du bien-être humain dans le signe du nucléaire». Premier objectif, «la création d'une bombe atomique Suisse», à laquelle la confédération donnait un crédit cadre de hauteur inédite pour un projet de recherche, c'est à dire 18 millions de francs, avec l'entrelacs habituel entre industrie privée et institutions publiques (universités), au bénéfice des intérêts économiques privées. En 1946, BBC, Sulzer et Escher-Wyss (industries mécaniques) fondent la Commission d'Études Energie Nucléaire et le Consortium de Travail Réacteur Nucléaire, ou plus tard participent aussi Motorcolumbus et Elektrowatt. En 1963, la NOK (Nordostschweizerische Kraftwerke, maintenant partie d'Axpo), BBC et Westinghouse, construisaient la centrale nucléaire de Beznau, avec un réacteur américain. Ensuite furent construites les centrales de Beznau II, Mühleberg, Gösgen, Däniken et Leibstadt. Avec la participation de toutes les grandes entreprises mécaniques suisses, en 1960 on projetait la construction d'une centrale de conception suisse à Lucens, subventionnée par l'Etat, mais le projet avorta avec l'explosion d'une barre combustible dans la centrale souterraine, dans un accident similaire à celui de Harrisburg.

Comme aussi en Allemagne, depuis la moitié des années '60 au sein de la population surgit une vaste résistance contre les centrales nucléaires avec beaucoup de mouvements citoyens et actions militantes de sabotage, comme les incendies des automobiles et des villas des lobbyistes du nucléaire. En 1973 à Olten aura lieu la plus grande manifestation contre le nucléaire et 16.000 personnes signeront une pétition. Il y aura ensuite l'attaque contre le bureau de planification de la centrale de Verbois, contre les transformateurs à Verbier, l'occupation du chantier à Kaiseraugst, etc. Le 25 juin 1977 une intervention brutale de la police étouffe la première tentative d'occupation du chantier de la centrale de Gösgen. Après cela, il y a beaucoup d'attentats antinucléaires de la branche anticapitaliste (liées aussi à la révolte des jeunes et du mouvement étudiant des années '60), mais aussi l'institutionnalisation d'une partie mouvement anti-nucléaire. Pourtant, les actions militantes ont toujours encouragé, accompagné et anticipé les actions de masse (contre les CFF, contre le transformateur de Leibstadt, contre les pavillons d'information de Kaiseraugst et Gösgen, contre des pylônes). Voilà le cadre des actions pour lesquelles fut condamnée Marco.

Le 17 décembre 1981, Marco Camenisch et quelques prisonniers italiens s'évadèrent de la prison de Regensdorf. Un gardien est tué et un autre blessé. Pendant dix ans Marco Camenisch vit en cavale, continue son activité antinucléaire et écrit des articles pour la presse anarchiste. Décembre 1989: un garde-frontière à la frontière italo-suisse est tué et la presse et les autorités désignent immédiatement Marco Camenisch comme auteur. Marco Camenisch a toujours rejeté cette accusation. La longue cavale de dix ans termine le 5 novembre 1991 à cause d'un simple contrôle de papiers dans la province de Massa. Dans la fusillade, un carabinier et Marco sont blessés, tous les deux aux jambes.

Il rejette toute collaboration avec la justice et en mai 1992, il est condamné à 12 ans pour la fusillade avec les carabinieri et le dynamitage d'un pylône de la ligne à haute tension La Spezia-Accaiolo qui transporte le courant des centrales nucléaires françaises. Selon le «tarif terrorisme» italien, il s'agissait d'une peine relativement modérée. La raison de cette prudence relative des autorités locales est due à l'enracinement profond, historique et du moment, de la résistance radicale militante dans une zone pleine de bases OTAN et d'industries de guerre. Par exemple, juste après l'arrestation et tout près du lieu de celle-ci, un hôtel de luxe sera dynamité (vide pour cause de morte-saison) comme mise en garde aux autorités contre tout mauvais traitement envers Marco Camenisch.

Cette région a toujours connu un fort mouvement ouvrier (industrie du marbre), une forte résistance des partisans anti-fascistes, et aussi la présence d'une forte colonne des Brigades Rouges, dont la répression ne réussit à découvrir et arrêter que peu de militant.e.s. Dans la période de l'arrestation, l'écologisme et le prétendu «éco-terrorisme» furent part de la résistance populaire. Comme les grandes mobilisations contre l'usine chimique Montedison à Marina di Carrara, qui au début des années '90 avaient massivement empoisonné la région avec la dioxine. Ou la résistance contre les différents incinérateurs construits et prévus sur le territoire, ou encore contre la pollution électromagnétique de la ligne à haute tension déjà mentionnée. Celle-ci part de La Spezia, passe par Massa-Carrara et Versilia jusqu'à Pise, en passant très près des maisons, villages et fermes. Le TAR décidait sa mise à l'arrêt mais avec les prévisibles «exceptions» permettant quand même sa pleine activité. En conséquence, la ligne a connue de nombreuses interruptions pour cause de pylônes dynamités.

Autres exemple de résistance de cette région : la lutte contre l'expulsion (pour spéculation immobilière) du siège anarchiste historique de Carrara, faites avec l'appui de deux blindés, qui conduisit aux dynamitages de l'entreprise de surveillance qui gardait le siège, de voitures parquées à la préfecture de Carrara. On peut aussi mentionner une série de dynamitages contre les villas de luxe en bord de mer, comme part de la lutte populaire contre la restructuration urbaine touristique et spéculative, qui impliquait pour la classe ouvrière la perte de la maison et la menace permanente d'une expulsion.

A la fin de sa peine, en avril 2002, Marco Camenisch est extradé en Suisse pour purger les huit années restantes de sa première condamnation, et pour le procès pour l'évasion et la fusillade à la frontière. La procédure dura de 2002 à 2004 et le procès – qui fut l'occasion d'une vaste campagne de solidarité – se termina par un acquittement pour la mort du gardien mais une condamnation à 17 ans (s'ajoutant à la peine italienne) pour la mort du garde-frontière. Cette condamnation est attribuable au manque de «repentir» et à sa revendication résolue de la nécessité toujours plus urgente d'une subversion révolutionnaire de l'ordre mondial capitaliste et impérialiste. Ces 17 ans ont été infligés en ouverte violation (dans ce cas spécifique) du code pénal suisse. En mars 2007, la peine a été réduite à 8 ans de prison. En Suisse, les prisonniers ont droit à une sortie conditionnelle au deux tiers de la peine en cas de bonne conduite. Cette sortie lui a été refusée non pas pour «mauvaise conduite» mais pour «mauvaises pensées». Son identité éco-anarchiste n'a jamais été brisée. Le fait qu'il ne renie rien est ouvertement utilisé comme motivation par

les instances de la justice zurichoise pour toute libération anticipée. Marco s'est toujours dit anarchiste et "serait de l'avis que la société se trouve en guerre". Il est finalement libéré totalement le 10 mars 2017.

Mais malgré la prison, Marco a participé aux luttes des prisonnières et prisonniers politiques et sociaux et par ailleurs confirme la nécessité de la résistance solidaire contre ce système de domination. Il a eu un rôle actif dans l'union de différentes initiatives de luttes (anarchistes, écologistes et groupes qui construisent le Secours Rouge International) et dans la construction de relations fortes, de solidarité et de proximité. C'est aussi pour cette raison, que dans les initiatives de solidarité avec Marco; nombre de forces, non pas seulement en Italie mais aussi au niveau international se sont rapprochées, non seulement ses camarades politiques mais aussi ses proches. Durant toutes ces années Marco a toujours été de notre côté, sa présence dans les luttes a été constante. Sa voix, sa pensée, son travail de traduction incessant et important, ses nombreuses contributions et grèves de la faim solidaires ont transmis une solidarité, qui, avec un réseau presque mondial de solidarité pratique avec les prisonnières et prisonniers révolutionnaires, est libre de sectarisme et dogmatisme. Ses nombreux textes contribuaient et contribuent toujours à la croissance et au renforcement d'un parcours de lutte contre toute forme d'oppression et d'exploitation. Son identité éco-anarchiste n'a jamais été brisée.



Marco peu après sa libération de prison.

Brochure publiée par
le Secours Rouge Genève

Contact : sr-ge@immerda.ch

